

La recherche des corps se poursuivant, le bilan de l'effondrement, le 24 avril, de l'immeuble abritant des ateliers de confection, ne cesse de s'alourdir. Aux dires de l'armée, il atteignait le 3 mai les 511 morts – et il ne s'agit toujours que d'un bilan provisoire. À cela s'ajoute un millier de personnes blessées, estropiées.

C'est bien l'une des catastrophes industrielles les plus graves de l'histoire, d'autant plus révoltante que l'alerte avait été lancée (une agence bancaire a d'ailleurs fait évacuer ses employéEs par mesure de précaution) et que les patrons du textile ont néanmoins exigé la poursuite de la production.

La colère populaire a éclaté à la suite de ce désastre annoncé. Pendant une semaine, la plupart des quelque 4 500 usines de Savar, un faubourg de Dacca, sont restées fermées, paralysées par la grève. Le Premier Mai, jour férié au Bangladesh, des dizaines de milliers de manifestantes et manifestants ont réclamé, dans la capitale, la tête des responsables : « Pendez les tueurs, pendez les propriétaires d'ateliers ». Des usines ont été attaquées, alors que des défilés avaient lieu dans de nombreuses autres villes. En réponse, les patrons ont dénoncé ces travailleurEs qui mettaient en péril l'économie du pays…

Le textile emploie 3, 5 millions de personnes au Bangladesh (qui compte 160 millions d'habitants). Ce pays est aujourd'hui le deuxième exportateur mondial dans ce secteur. Les salaires sont jugés « attractifs » par les entreprises internationales de prêt-à-porter : souvent quelque 30 euros mensuels. Le marché du travail s'est renchéri en Chine où se fait sentir une pénurie de main d'œuvre. Les donneurs d'ordre (y compris chinois), se tournent ainsi vers le Bangladesh, mais aussi l'Inde, le Vietnam…

Les firmes occidentales coupables

Les ateliers du Rana Plaza – l'immeuble industriel de 8 étages qui s'est effondré – travaillaient pour des entreprises étatsuniennes, comme Walmart, ou canadiennes comme Loblaw. Mais les Européens étaient très bien représentés avec les Britanniques Primark et Bon Marché, l'Italien Benetton, le Néerlandais C&A, les Espagnols Mango et El Corte Inglés. En France, Carrefour nie toute implication, mais des logos « Tex » (la marque Carrefour) auraient été retrouvés dans les décombres – en tout état de cause, cette enseigne est belle et bien active au Bangladesh où les catastrophes industrielles sont récurrentes.

Les vêtements sont souvent dessinés en Europe, fabriqués en Asie, puis reviennent en Europe pour être vendus. Le prix de ce circuit, ce n'est pas seulement des salaires pires que de misère pour les ouvrières bangladaises, mais une vie d'insécurité constante : insécurité sociale, insécurité en matière de santé (produits toxiques) et insécurité physique : normes de construction n'étant pas respectées, absence de mesures anti-incendie effectives…

Face à de telles catastrophes, la responsabilité des firmes occidentales qui bénéficient de ce système de surexploitation doit être dénoncée. Le mouvement ouvrier doit d'urgence renforcer sa capacité à assurer ses devoirs de solidarité internationale, à mener des campagnes coordonnées sur ces questions. Pour sa part, l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF) collecte des fonds pour aider les blesséEs (soins médicaux…) et les familles des victimes 1.

1. Chèques à l'ordre de ESSF, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Voir www.europe-solidaire.org

Cet article a été publié sur le site du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste)